

21877 COMEU B

DE : C.C.E. BRUXELLES - SEG12 - IMP. DIF. S.G.  
A : BUREAU C.E. - WASHINGTON  
REF: 18:03 22-01-82 000040019 - 000043085

TELEX NO 12624-SG-B 12/106

TELEX HEBDOMADAIRE NR 69 DU 22.01.82 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

1. INTRODUCTION

1.1 REUNION DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES (14/15.1)

LES MINISTRES DES A.E. ONT TENU COMME PREVU A BRUXELLES LEUR REUNION INFORMELLE CONSACREE AU ''MANDAT DU 30 MAI'' AVEC LA PARTICIPATION DU PRESIDENT THORN ET DU VICE-PRESIDENT ORTOLI. LA REUNION S'EST TERMINEE VENDREDI A 23 HEURES SUR LE CONSTAT DE LEUR IMPOSSIBILITE A PARVENIR A UN ACCORD SUR LES PROBLEMES DU LAIT ET DE LA CONTRIBUTION BRITANNIQUE.

A L'ISSUE DE LA REUNION, LE PRESIDENT TINDEMANS A INDIQUE QUE CELLE-CI N'ETAIT PAS TERMINEE ET SE POURSUIVRAIT DANS LE MEME CADRE ET LA MEME FORMATION LE LUNDI 25. ENTRE TEMPS, AUCUNE CONCLUSION DE LA PRESIDENCE NE SERA PUBLIEE.

PAR LA SUITE, LA PRESIDENCE A FAIT PART AUX ETATS MEMBRES DE SON INTENTION DE CONSACRER A LA POLOGNE LE TEMPS EVENTUELLEMENT DISPONIBLE DE LA JOURNEE DU LUNDI AFIN QUE CETTE QUESTION, HAUTEMENT POLITIQUE, SOIT EVOQUEE DANS CE CADRE INFORMEL AVEC LA PARTICIPATION EFFECTIVE DES MINISTRES.

1.2 PREPARATION DU CONSEIL ''AFFAIRES GENERALES'' (26.1)

POUR LES RAISONS CI-DESSUS, LA SESSION SERA LIMITEE A LA JOURNEE DU MARDI. L'ORDRE DU JOUR PREVOIT ESSENTIELLEMENT :

- LES SUITES DE LA REUNION INFORMELLE DES MINISTRES DES A.E. SUR LE MANDAT,
- LES ASPECTS COMMUNAUTAIRES DES RELATIONS AVEC LA POLOGNE,
- LES RELATIONS AVEC LES ETATS ACP (SUCRE ET STABEX),
- TEXTILES : A.M.F., PLAFONDS GLOBAUX ET PAYS PREFERENTIELS, TRAFIC DE PERFECTIONNEMENT PASSIF.

2. AFFAIRES INTERIEURES

2.1 QUESTIONS AGRICOLES

INFORMEE DES RESULTATS DE LA REUNION INFORMELLE DES MINISTRES DES A.E. SUR LE ''MANDAT'', QUI SE POURSUIVRA LE LUNDI 25 JANVIER, ET DONT LE CONSEIL A.G. EXAMINERA LE LENDEMAIN LES RESULTATS ET LEURS IMPLICATIONS COMMUNAUTAIRES, LA COMMISSION A

1	PK-RS
TR.	Hw 3
I.S.	✓
FIN.	✓
AGR.	✓
ENE.	✓
R.D.	✓
ADM.	✓
S.A.	✓
	MmB

432

OVER

Global Communications

Global Communications

RENONCE A PRESENTER SES PROPOSITIONS EN MATIERE DE PRIX AGRICOLES POUR LA CAMPAGNE 1981-82. ELLE ENTEND EN EFFET NE PAS FRACTIONNER SES PROPOSITIONS, NI INTERFERER DANS LES TRAVAUX SUR LE MANDAT (INCIDENCES DES PRIX ET MESURES CONNEXES DANS LE SECTEUR LAITIER, NOTAMMENT). ELLE CONSACRERA L'ESSENTIEL DE SES TRAVAUX DU MERCREDI 27 AVEC LA DETERMINATION D'ARRETER CES PROPOSITIONS, QUELQUE SOIT LE RESULTAT DES DELIBERATIONS MINISTERIELLES.

LE CONSEIL "AGRICOLE" S'EST DONC REUNI LE 19 JANVIER SANS ETRE SAISI DES PROPOSITIONS DE PRIX AUXQUELLES LA PRESIDENCE ENTEND CONSACRER UN PREMIER DEBAT APPROFONDI LES 15/16 FEVRIER.

LE CONSEIL A PAR AILLEURS MARQUE SON ACCORD SUR LE BILAN ESTIMATIF DES IMPORTATIONS POUR L'ANNEE 1982 DE LA VIANDE BOVINE DE TRANSFORMATION POUR UN VOLUME DE 60.000 TONNES : LA MOITIE BENEFICIERA DE L'EXCLUSION TOTALE DU PRELEVEMENT A L'IMPORTATION (REGIME A), TANDIS QUE, POUR LA PARTIE RESTANTE, LA COMMISSION ENTEND APPLIQUER UN PRELEVEMENT REDUIT (45 0/0) (REGIME B). LA COMMISSION SOUMETTRA UN RAPPORT AU CONSEIL SUR L'EVOLUTION DE CES IMPORTATIONS AU PLUS TARD LE 31 JUILLET 1982.

L'ACCORD PRECITE A PERMIS AU CONSEIL D'APPROUVER AUSSI FORMELLEMENT LES MODALITES DU BILAN D'IMPORTATION POUR LES JEUNES BOVINS, OU UNE QUANTITE DE 210.000 TETES EST PREVUE, AINSI QUE LA REPARTITION DU CONTINGENT GATT PREVOYANT L'IMPORTATION DE 50.000 T. DE VIANDE BOVINE CONGEELEE.

(M. DALSAGER A ASSISTE JEUDI A L'OUVERTURE DE LA TRADITIONNELLE SEMAINE VERTE INTERNATIONALE" A BERLIN).

## 2.2 PARLEMENT

AU QUATRIEME TOUR DE SCRUTIN, LE PARLEMENT A PORTE LE 19 JANVIER A SA PRESIDENCE M. PIET DANKERT, SOCIALISTE NEERLANDAIS, ET PROCEDE ENSUITE A L'ELECTION DE SON BUREAU.

AUSSITOT APRES L'ELECTION DE M. DANKERT, LE PRESIDENT THORN A PRIS LA PAROLE AU NOM DE LA COMMISSION POUR FELICITER LE NOUVEAU PRESIDENT ET RENDRE HOMMAGE A MME VEIL, PRESIDENT SORTANT.

## 2.3 POLITIQUE SIDERURGIQUE

LA COMMISSION ENTEND EVOQUER A DEUX REPRISES EN FEVRIER LES PROBLEMES DANS LE SECTEUR DE L'ACIER :

- LE 3.2 : RESTRUCTURATION, AIDES, GARANTIES DE CHANGE, INFORMATIONS ORALES DE M. DAVIGNON SUR LE MARCHÉ ET LES ECHANGES.
- LE 24.2 : DISCUSSION D'ENSEMBLE.

## 3. RELATIONS EXTERIEURES

### 3.1 QUADRILATERAL MEETING AT KEY BISCAYNE, 15/16 JANUARY 1982

DESIGNED AS AN INFORMAL, NON-INSTITUTIONAL FOLLOW UP TO THE OTTAWA SUMMIT THE QUADRILATERAL MEETING WAS ATTENDED BY MINISTERS RESPONSIBLE FOR INTERNATIONAL TRADE IN US, JAPAN, CANADA, THE EEC BEING LED BY VICE-PRESIDENT HAFERKAMP.

A SIGNIFICANT PART OF THE DISCUSSIONS, HELD IN A FRANK AND CONSTRUCTIVE ATMOSPHERE, CENTRED ON JAPAN AND THE SERIOUS SITUATION WHICH WOULD ENSUE IF THE JAPANESE RESPONSE TO COMMUNITY REQUESTS AT THE END OF JANUARY WAS INADEQUATE AND THEY STILL REFUSED TO DEAL WITH US AS A COMMUNITY.

THERE WAS SOME DEBATE ON THE "RECIPROCITY" PROVISIONS OF DRAFT LEGISLATION CURRENTLY UNDER DISCUSSION ON CAPITOL HILL. SEEN AS MAINLY DIRECTED AGAINST THE JAPANESE THE LEGISLATION, IF EVER ENACTED, COULD CONSTITUTE A MAJOR BREACH OF THE MOST FAVOURED NATION CLAUSE OF THE GATT.

LIBERALIZATION OF SERVICES, AGRICULTURE SUBSIDIES (THE COMMUNITY RECALLED THEIR ADMISSIBILITY IN GATT) AND STEEL WERE ALSO RAISED. THERE WAS DISCUSSION OF THE NEED FOR DEVELOPING COUNTRIES, ESPECIALLY THE NICS, TO BE INTEGRATED MORE CLOSELY IN THE MULTILATERAL TRADE SYSTEM, WHICH THE 4 TRADING POWERS ATTENDING THE MEETING AGAIN STATED THEIR DETERMINATION TO MAINTAIN.

**3.2 USA : EXPORTATIONS DE PRODUITS SIDERURGIQUES**  
-----

SUITE A LA REUNION INFORMELLE DES MINISTRES DE L'INDUSTRIE, LA PRESIDENCE DU CRP A INDIQUE QUE :

- DES CONSULTATIONS AU TITRE DE L'ART. III DU GATT SUR LES SUBVENTIONS ET DROITS COMPENSATOIRES AURONT LIEU A GENEVE, EN PRINCIPE LE 27 JANVIER.
- LA COMMUNAUTE SAISIRA LE COMITE DE L'ACIER DE L'OCDE.

**3.3 POLOGNE**  
-----

LA COMMISSION PREPARE ACTIVEMENT, EN LIAISON ETROITE AVEC LES REPRESENTANTS PERMANENTS, LES TRAVAUX AU NIVEAU MINISTERIEL DE LA SEMAINE PROCHAINE.

EN CE QUI CONCERNE LES LIVRAISONS DE PRODUITS ALIMENTAIRES A LA POLOGNE, ELLE PROPOSE DE RETIRER LA PROPOSITION DE VENTE A DES CONDITIONS SPECIALES DES QUANTITES RESTANT A LIVRER SUR LA TROISIEME TRANCHE ET D AFFECTER LES CREDITS RENDUS DISPONIBLES AU FINANCEMENT D' ACTIONS HUMANITAIRES DIRECTES EN FAVEUR DES

POPULATIONS POLONAISES PAR L'INTERMEDIAIRE D'ORGANISATIONS CHARITABLES NON GOUVERNEMENTALES, AIDES QU'ELLE SOUHAITE AMPLIFIER EN FONCTION DES CAPACITES LOGISTIQUES ET DES GARANTIES ACCORDEES A CES O.N.G. LE PRESIDENT THORN A INFORME LE PARLEMENT ET LA PRESIDENCE DU CONSEIL DE LA POSITION DE LA COMMISSION.

**3.4 YUGOSLAVIE**  
-----

A L'ISSUE DE LA SECONDE SESSION DE NEGOCIATION QUI A EU LIEU DU 13 AU 15 JANVIER, DES PROTOCOLES ADDITIONNELS A L'ACCORD DE COOPERATION CEE/YUGOSLAVIE AINSI QU'A L'ACCORD CECA, SUITE A L'ADHESION DE LA GRECE, ONT ETE PARAPHEES PAR LES CHEFS DE DELEGATIONS.

POUR LA VIANDE BOVINE DE TYPE BABY-BEEF, LA COMMUNAUTE A ACCORDE A LA YUGOSLAVIE DES FACILITES PERMETTANT A CE PAYS DE REPORTER PENDANT LA PERIODE TOURISTIQUE UNE PARTIE DES QUANTITES ALLOUEES QUI N'AURAIENT PAS ETE UTILISEES.

OVER



MENT POUR LE FINAN ENT DU PROGRAMME D'EDUCA I POUR LES REFUGIES PALESTINIENS L. SOULIGNE L'IMPORTANCE DE L'AGENCE POUR LA STABILISATION DANS CETTE REGION.

M. PISANI S'EST ENGAGE A REEXAMINER LA QUESTION DE LA CONTRIBUTION COMMUNAUTAIRE (LES CONTRIBUTIONS DE LA COMMUNAUTE ET DE SES ETATS MEMBRES, LES PLUS IMPORTANTES POUR L'AGENCE, REPRESENTENT ENVIRON UN QUART DE SON BUDGET).

3.9 AFRIQUE AUSTRALE

M. PISANI ENTREPRENDRA DU 29 JANVIER AU 13 FEVRIER UN VOYAGE EN AFRIQUE AUSTRALE QUI LE MENERA SUCCESSIVEMENT AU BOTSWANA, AU ZIMBABWE (OU IL PARTICIPERA A LA REUNION DU COMITE PARITAIRE DE ZAMBIE ET, POUR FINIR, EN ANGOLA.

3.10 AIDE ALIMENTAIRE EXCEPTIONNELLE AUX P.M.A.

LA COMMISSION A FORMELLEMENT ADOPTE CE VENDREDI LA DECISION SUR LA REPARTITION DE CETTE AIDE (NOTRE PRECEDENT TELEX).

3.11 CREDITS A L'EXPORTATION

EN OCTOBRE DERNIER LES PARTICIPANTS A ''L'ARRANGEMENT'' RELATIF A DES LIGNES DIRECTRICES POUR LES CREDITS A L'EXPORTATION BENEFICIAIRE D'UN SOUTIEN PUBLIC, SE SONT MIS D ACCORD SUR UN COMPROMIS VALABLE POUR UNE DUREE DE SIX MOIS QUI PORTE SUR L'ADAPTATION DE CERTAINES LIGNES DIRECTRICES. CE COMPROMIS EST ENTRE EN VIGUEUR LE 16 NOVEMBRE 1981. LES PARTICIPANTS ETAIENT EGALEMENT CONVENUS DE POURSUIVRE LA DISCUSSION SUR LES DISPOSITIONS A RETENIR APRES L'EXPIRATION DE L'ACCORD D'OCTOBRE. A CET EFFET, DES REUNIONS DANS LE CADRE DE L'OCDE SONT PREVUES POUR MARS ET MAI 1982. EN VUE DE LA PREPARATION DE CES REUNIONS LA COMMISSION VIENT DE TRANSMETTRE AU CONSEIL UNE COMMUNICATION SUR LA POSITION A ADOPTER PAR LA COMMUNAUTE LORS DES NEGOCIATIONS.

4. QUESTIONS INSTITUTIONNELLES ET DIVERSES

4.1 UNION EUROPEENNE

LE GROUPE AD HOC DES REPRESENTANTS PERSONNELS DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES, PRESIDE PAR L'AMBASSADEUR DE SCHOUTHEETE, S'EST REUNI POUR LA PREMIERE FOIS LE 19 JANVIER. M. DURIEUX, CHEF DE CABINET DE M. LE PRESIDENT, A REPRESENTE LA COMMISSION.

AU COURS D'UN TOUR DE TABLE INITIAL, L'IMPORTANCE D'UNE ISSUE CONSTRUCTIVE A L'INITIATIVE GENSCHER-COLOMBO A ETE CONSTATEE, AINSI QUE LA NECESSITE EN MEME TEMPS DE SAUVEGARDER ET DE CONSOLIDER LE ROLE CENTRAL DE LA COMMUNAUTE ELLE-MEME. ETANT DONNE LES FORTES RESERVES EXPRIMEES DANS PLUSIEURS CAPITALES A L'EGARD DE L'IDEE D'UN NOUVEAU TRAITE, LE REPRESENTANT ALLEMAND A INDIQUE QUE M. GENSCHER N'INSISTERAIT PAS : UN ''ACTE'' POLITIQUE POUR FAIRE PROGRESSER L'IDEE DE L'UNION EUROPEENNE EST LE RESULTAT MINIMAL QUE MERITE LA SITUATION ACTUELLE EN EUROPE.

LE GROUPE SE REUNIRA A NOUVEAU LE 4 FEVRIER ET LE 16 FEVRIER.

(WER)

Global Communications

AU SEIN DE LA COMMISSION, UN GROUPE DE REFLEXION SERA CREE POUR PREPARER LA CONTRIBUTION DE CELLE-CI AU TRAVAIL DU GROUPE DES REPRESENTANTS PERSONNELS.

#### 4.2 DIRECTION GENERALE DU DEVELOPPEMENT

-----

SUR PROPOSITION DE M. PISANI, LA COMMISSION A NOMME CETTE SEMAINE AVEC EFFET AU 1ER FEVRIER, M. DIETER FRISCH, DIRECTEUR GENERAL DU DEVELOPPEMENT. M. FRISCH, ENTRE A LA COMMISSION DES JANVIER 1958 COMME INTERPRETE, ACTUELLEMENT DIRECTEUR A LA D.G. DES BUDGETS, A ASSUME DE HAUTES RESPONSABILITES A LA D.G. VIII DE 1964 A 1977 OU IL ETAIT RESPONSABLE, EN DERNIER LIEU, DE LA DIVISION CHARGEE DE LA CONCEPTION DE LA POLITIQUE COMMUNAUTAIRE

DU DEVELOPPEMENT. LA COMMISSION A RELEVÉ LE CARACTERE EXEMPLAIRE DE LA CARRIERE DE M. FRISCH QUI A MONTRE LA POSSIBILITE ET L'UTILITE DE LA MOBILITE DANS LES FONCTIONS AU SEIN DE LA COMMISSION.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR  
NNNN

•  
EURCOM WSH

•  
EURCOM WSH

XXXXX

?????5